

Les Olympiades Sociales vous présentent sa revue
bimensuelle n°13

Triathlon Social

Master 2 Droit Social Promotion 2017 - 2018



Sommaire

[Edito](#).....page 1

International

[OIT-](#)

[Grèce- "On ne peut pas vivre sans rien faire"page 3](#)

[Air Journal- Portugal- Ryanair: vers une grève européenne des PNC ?page 6](#)

[SeneNews- Sénégal- L'Etat investit 1 milliard 78 millions dans le programme national de sécurité et santé au travailpage 8](#)

National

[Le Monde- Le ministère du travail permet le licenciement d'un responsable syndical de La Postepage 9](#)

[Les Echos - Les électriciens et les gaziers eux aussi en grèvepage 11](#)

[Les Echos - Grèves: "tous ensemble", ou pas.....page 12](#)

[Le Parisien- Air France: sept journées de grève annoncées en avril.....page 14](#)

Local

[La Montagne - Plan de départs chez Michelin à Clermont Ferrand: une vague plus rapide que prévuepage 15](#)

[La Montagne -Nouvelle mobilisation à l'EHPAD de Thiers: "Il faudrait faire comme la SNCF, mais on a n'a pas de train"page 18](#)

[La Montagne-Les salariés de Carrefour en grève à Riom: "Il n'y a rien de bon dans ce plan"page 19](#)

Edito

Chers lecteurs,

L'association Horizon Social est en regret de vous annoncer la parution de son dernier Triathlon. L'année a été riche en actualité tant au niveau International, National que Local. Aussi chaque membre de la commission presse vous remercie de l'avoir suivie tout au long de cette année. Nous avons été ravis de vous apporter un complément d'actualité juridique à ces trois niveaux.

Le Triathlon social s'offre une dernière fois à vous. Il est temps de faire un dernier plongeon au cœur de l'actualité internationale élargie aux quatre coins du monde. Tout d'abord, la situation en Grèce s'améliore. Le programme de travaux publics a permis à divers bénéficiaires de trouver un emploi. Ainsi, l'espoir, des habitants de ce pays secoué par la crise, renaît. Aussi, nous connaissons tous le mouvement de grève qui sévit en France en ce moment. Il se rencontre également au Portugal puisqu'un syndicat portugais de la compagnie aérienne low cost Ryanair mène une grève et souhaite étendre le mouvement à l'échelle européenne.

Partons, enfin, en territoire africain plus précisément au Sénégal où le progrès est de mise. L'Etat investit 1 milliard 78 millions dans le programme national de sécurité et santé au travail.

Nous vous proposons un dernier tour de piste concernant l'actualité nationale. Le ministère permet le licenciement d'un responsable syndical de la Poste. L'entreprise reprochait au secrétaire du syndicat une faute grave lors d'une grève remontant à 2010.

L'actualité la plus riche du moment en France reste le mouvement de grève qui touche divers secteurs. En effet, les électriciens et les gaziers sont aussi en grève en solidarité avec la SNCF ainsi que pour pousser des revendications catégorielles.

De plus, la journée de contestation des cheminots a été soutenue par d'autres manifestants notamment les étudiants. Mais la grève n'est pas prête de s'arrêter puisque la CGT appelle à une mobilisation générale le 19 avril prochain.

Le secteur aérien sera également touché par le mouvement puisque Air France annonce 7 journées de grève en avril.

Il est désormais temps de parcourir les derniers kilomètres clôturant le Triathlon en s'intéressant à l'actualité locale. Un horizon grisâtre s'annonce chez Michelin Clermont-Ferrand puisqu'il est prévu 970 départs volontaires en vue de la suppression d'autant de poste de collaborateur et cadres. La vague de suppression sera rapide puisque l'objectif est à atteindre d'ici 2020.

Le secteur de la santé continue de se révolter. Une nouvelle mobilisation de l'Ephad de Thiers a été effectuée ce mardi 3 avril.

Les salariés de Carrefour Riom sont toujours en grève et annoncent qu'il n'y a rien de bon dans le plan BOMPARD.

Affaires à suivre ...

Nous vous souhaitons une agréable et savoureuse lecture de ce dernier triathlon. Les Olympiades Sociales vous souhaitent une bonne lecture ainsi que de bonnes vacances. Un rendez-vous est fixé dès septembre prochain pour de nouvelles péripéties.

International



Grèce- "On ne peut pas vivre sans rien faire"

Publié le 16 Avril 2018

En Grèce, le programme de travaux publics Kinofelis a permis à quelque 45 000 bénéficiaires de trouver un emploi, faisant renaître l'espoir parmi les habitants de ce pays secoué par la crise. La Commission européenne a demandé à l'OIT d'améliorer le programme en se concentrant sur les compétences, la protection sociale et le versement d'un salaire minimum.

Dans un pays comme la Grèce – où deux travailleurs sur dix sont au chômage – il n'a pas été difficile pour le Programme de travaux publics Kinofelis de trouver des bénéficiaires.

Fotis Kafatos* est l'un d'eux. Il était au chômage depuis quatre ans.

Ce père de 52 ans travaillait comme plombier avant de perdre son emploi et d'aller grossir les rangs des chômeurs grecs – les plus fournis de l'Union européenne à 28.

A l'instar de Fotis, nombreux sont les chômeurs à avoir activement cherché du travail, mais le secteur privé était incapable de fournir suffisamment d'emplois dans ce pays secoué par la crise. Après la crise, le chômage grec a grimpé jusqu'à atteindre le record de 27,9 pour cent en 2013, contre 8,1 pour cent en 2008. La situation s'est légèrement amélioré depuis mais le niveau reste très élevé, à plus de 20 pour cent.

«Le programme est centré sur des projets réels, l'aptitude au travail, y compris dans le secteur privé.»

Maikel Lieuw-Kie-Song, coordinateur du projet de l'OIT

En 2011, dans le cadre de la réponse à la crise, le gouvernement grec a lancé un programme de création directe d'emplois appelé Kinofelis, un mot grec qui signifie «bien commun». Aujourd'hui, ce programme, qui est financé par le Fonds social de l'Union



européenne et le gouvernement grec à hauteur de 308 millions d'euros, est opérationnel dans toutes les communes de Grèce et touche plus de 45 000 bénéficiaires.

Kinofelis a pour but de remettre les chômeurs au travail en leur offrant une expérience professionnelle utile et pertinente. Le programme permet aussi de lutter contre l'exclusion sociale des chômeurs de longue durée, de dispenser une formation qualifiante et de contribuer au développement local. Il offre huit mois de travail à ses participants, les coûts salariaux étant pris en charge par le ministère grec du Travail.

Il utilise un système à points pour identifier les candidats les plus vulnérables parmi ceux qui postulent, y compris les travailleurs âgés comme Fotis qui ont peu de solutions pour trouver un emploi. Soixante-et-un pour cent des bénéficiaires sont des chômeurs de longue durée.

Cette version de Kinofelis est avant tout axée sur l'employabilité: «Le programme est centré sur des projets réels, l'aptitude au travail, y compris dans le secteur privé. Auparavant, la plupart des gens se retrouvaient dans les services municipaux pour compenser les effectifs supprimés pendant la crise», explique le coordinateur du projet de l'OIT, Maikel Lieuw-Kie-Song.

Un programme pour le «bien commun»

L'OIT a été chargée par le Service d'appui à la réforme structurelle de la Commission européenne d'aider le ministère du Travail à améliorer Kinofelis au cours de la période 2016-17.

La version actuelle du programme met désormais en œuvre une gamme élargie de projets qui correspondent aux profils de compétences des chômeurs pour veiller à ce que cette expérience professionnelle soit aussi pertinente que possible. Elle propose huit mois de travail au lieu de cinq, verse le salaire minimum et s'acquitte des cotisations chômage et de sécurité sociale correspondantes.

Une récente enquête, conduite en début et en fin de cycle du programme, a révélé un impact très positif, non seulement sur les participants mais aussi sur la vie quotidienne de leurs communautés.

«Quand nous avons commencé à construire les chaussées, les gens venaient nous voir depuis leurs balcons et nous applaudissaient», raconte l'un des bénéficiaires.

Les infrastructures publiques ne sont pas les seules à avoir bénéficié de Kinofelis puisque les participants ont été affectés à toutes sortes de sites, des cantines aux musées et aux établissements de soins.

Non seulement les bénéficiaires ont pu améliorer leur niveau de vie et payer des impôts et des cotisations sociales mais ils ont aussi changé de comportement social: alors que plus de 90 pour cent des personnes interrogées affirmaient recourir à l'alcool ou aux drogues comme mécanisme de défense avant de participer à Kinofelis, moins de six pour cent le disaient à la fin du programme.

«Le programme a amélioré la santé et l'estime de soi des participants qui se sont réhabituaés à la discipline du travail et ont revu leurs priorités dans la vie», explique Nelli Kambouri, une chercheuse de l'Université Panteion qui a dirigé l'enquête.



«Les bénéficiaires sont de moins en moins enclins à accepter des emplois qui n'offrent pas la protection garantie par les normes fondamentales du travail et les systèmes d'assurance sociale.»

Nelli Kambouri, chercheuse de l'Université Panteion

Kinofelis a sans doute aussi contribué à enrayer la fuite des cerveaux de Grèce: tandis que 75 pour cent des bénéficiaires du programme pensaient à s'expatrier avant de participer au programme, seuls 25 pour cent envisageaient toujours cette solution à l'issue du programme.

Le pourcentage des bénéficiaires qui envisageaient le travail non déclaré comme une perspective très probable a également chuté de 51 à 25 pour cent.

«Cela montre très clairement que les bénéficiaires sont de moins en moins enclins à accepter des emplois qui n'offrent pas la protection garantie par les normes fondamentales du travail et les systèmes d'assurance sociale. Plus de 80 pour cent des personnes interrogées ont affirmé que le programme avait eu un impact sur leur vie quotidienne, et 94 pour cent recommanderaient le programme à des parents ou des amis», a conclu Nelli Kambouri.

Même ceux qui ne trouveront pas d'emploi immédiatement après être sortis de Kinofelis peuvent dorénavant envisager l'avenir sous de meilleurs auspices. Plus de 90 pour cent des participants devraient toucher une allocation chômage en sortant du programme, alors qu'ils n'étaient que 50 pour cent en arrivant à Kinofelis.

«Les résultats de l'enquête montrent que Kinofelis a été bénéfique pour les travailleurs et leurs communautés. Le défi pour le programme, c'est maintenant la continuité. Il est important de faire durer ces effets positifs, par exemple en permettant aux participants d'accéder à d'autres politiques actives du marché du travail. Nous devons aussi convaincre les employeurs du secteur privé de porter un regard plus positif sur le programme et d'embaucher ses participants», conclut M. Lieuw-Kie-Song.





Portugal- Ryanair: vers une grève européenne des PNC ?

Publié le 4 Avril 2018

Un syndicat portugais d'**hôtesses de l'air et stewards** de la compagnie aérienne **low cost Ryanair**, qui mène ce mercredi son troisième jour de grève en une semaine, veut lancer un mouvement à **l'échelle européenne**.

Le **SNPVAC** (Syndicat national du personnel de vol de l'aviation civile) représentant les PNC de la spécialiste irlandaise du vol pas cher basés au Portugal, a indiqué dans un communiqué que « *les procédures nécessaires ont été engagées pour une grève européenne des membres d'équipage de Ryanair, contre les conditions de travail dans cette entreprise irlandaise* ». Le syndicat souligne que des « *représentants des syndicats allemand, espagnol et italien* » participeront aujourd'hui à la conférence de presse, alors que les **360 PNC** basés dans les aéroports portugais mènent leur troisième et dernier jour de grève dans le cadre du préavis déposé en février. **L'impact** des grèves de jeudi et dimanche dernier semble limité, le syndicat ayant évoqué dans RTE News cinq rotations annulées le jour de Pâques à l'aéroport de **Porto**, quatre à **Lisbonne** et autant à **Faro**.

Les pourparlers avec la low cost « *ont été vains* », souligne le SNPVAC qui a de nouveau dénoncé dans l'agence Lusa ses « *défauts et illégalités* », mais aussi les « *pressions et menaces* » faites dimanche aux membres d'équipage qui auraient refusé de voler au Portugal « *pour remplacer leurs collègues en grève* ». Ses revendications portent sur les **conditions de travail** « *inférieures à la norme* », en particulier concernant les processus disciplinaires ou les « *menaces* » en cas d'objectifs de vente non atteints, mais aussi sur les **droits parentaux** ou le rejet d'arrêts de travail justifiés par des médecins. Les PNC « *réclament leurs droits fondamentaux, et même la menace ignoble de fermer les hubs portugais ne nous fait pas peur* », conclut le syndicat qui appelle le gouvernement portugais à « *intervenir immédiatement et imposer à Ryanair le respect de la souveraineté nationale et des lois portugaises* ».

« *Une vaste majorité des employés* » n'a pas participé à la grève, a souligné Ryanair dans son propre communiqué, les passagers ayant pu être replacés sur d'autres vols. Elle dessert cinq aéroports au Portugal, et a déjà qualifié ces grèves de « *totalelement inutiles* », le syndicat ayant selon elle a reçu un **accord de reconnaissance signé** et a accepté une rencontre à Dublin le 9 avril.

En attendant une officialisation des menaces de grève à l'échelle européenne, on retiendra que l'Autorité des conditions de travail (ACT) a annoncé qu'elle avait lancé une **inspection** à des activités de Ryanair au Portugal, pour évaluer les irrégularités signalées par le SNPVAC.

Depuis l'annonce par Ryanair en décembre 2017 de sa volonté reconnaître les syndicats externes dans les négociations collectives, une première en 32 ans d'histoire, des accords ont été signés en janvier avec le **BALPA** représentant les pilotes basés en Grande-Bretagne, et début mars avec l'**ANPAC** pour ses pilotes basés en Italie. Dans les autres pays européens, les négociations se poursuivent en **Belgique**, tandis



qu'en **Espagne** les pilotes ont décidé d'aller en justice. Le CEO de Ryanair Michael O'Leary avouait début mars : « *on ne fait pas beaucoup de progrès dans d'autres pays* », répétant une nouvelle fois qu'il existait un risque de perturbation pendant les vacances de Pâques, en particulier en **Irlande**.

François Duclos



Sénégal- L'Etat investit 1 milliard 78 millions dans le programme national de sécurité et santé au travail

Publié le 1 Avril 2018

Dans le cadre de la mise en application de mécanismes de prévention des risques liés au travail et de permettre une meilleur productivité de l'employé, un atelier de vulgarisation du document de politique nationale de sécurité et santé au travail (PNSST) s'est tenu ce jeudi à Dakar par les différents acteurs. Il s'agit des membres du patronat, des travailleurs ainsi que du gouvernement représenté par Samba Sy, ministre du Travail, du dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les institutions. Le gouvernement a cette occasion annonce.

1 milliard 78 millions va être investi dans la politique de promotion de la sécurité et de la santé au travail. Cette politique nationale de sécurité et de santé au travail a pour objectif de renforcer « le capital humain en milieu de travail par la prévention des risques professionnels à travers une gestion efficace des accidents et des atteintes à la santé des travailleurs dans tous les secteurs d'activités », a précisé le ministre Samba Sy. Cette politique de sécurité et santé dans le milieu professionnel s'inspirant des conventions de l'organisation internationale du travail (OIT) est articulée autour de 4 points principaux : le renforcement du cadre juridico-institutionnel et des moyens d'intervention des corps de contrôle en sécurité et santé du travail, la mise en conformité des lieux de travail dans le secteur public, privé, informel et agricole, mais aussi l'harmonisation des outils de collecte de données et l'accessibilité des statistiques. Et enfin, il s'agira de favoriser le renforcement des capacités des intervenants en sécurité et santé au travail.

Ainsi, dans son allocution, Massane Sarr du Conseil national du patronat (CNP) affirme que le patronat confirme son adhésion au contenu du document « *pour un cadre de travail décent* ». Selon lui, les employeurs doivent contribuer à l'« *instauration d'une culture durable de prévention des risques* » liés au travail.

Piloté par le conseil supérieur de la prévention des risques professionnels (CSPRP), le programme de sécurité et santé du travail a pour but de garantir une meilleure condition dans le cadre du travail, une émergence économique et un développement durable. Il s'inscrit dans un principe de prévention des risques, de la non-discrimination et de la prise en compte de la dimension genre. Sur ce, tous les travailleurs qu'ils soient salariés ou non doivent se sentir concernés



National

Le Monde

Le ministère du travail permet le licenciement d'un responsable syndical de La Poste

Publié le 26 Mars 2018

L'entreprise reprochait au secrétaire du syndicat SUD-PTT dans les Hauts-de-Seine son implication dans une affaire remontant à 2010, lors d'une grève qui avait duré plus de deux mois

Le ministère du travail a autorisé le licenciement pour faute grave de Gaël Quirante, secrétaire du syndicat SUD-PTT dans les Hauts-de-Seine. La Poste a confirmé, lundi 26 mars, avoir reçu la décision de la direction générale du travail, qui vise M. Quirante.

La Poste lui reprochait son implication dans une affaire remontant à 2010 pour laquelle il avait été condamné pour la séquestration de cadres de l'entreprise, lors d'une grève qui avait duré plus de deux mois.

Dans un communiqué, SUD fait valoir que cette autorisation de licenciement va à l'encontre d'un « *avis de l'inspection du travail* » et des conclusions de la « *contre-enquête* » réalisée par la Direccte (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) préalablement à la décision du ministère. Tous deux établissaient « *un lien* » entre la demande de licenciement et « *les mandats exercés* » par M. Quirante et se prononçaient contre son renvoi.

« *A aucun moment la décision de la ministre ne revient sur le caractère discriminatoire* », a pour sa part déclaré Gaël Quirante, pour qui cette décision « *politique* » est destinée à « *bâillonner une partie du personnel* ».

Manifestation aux abords du ministère du travail

En début de soirée lundi, plus d'une centaine de personnes, brandissant des drapeaux de SUD-PTT ou Attac, se sont rassemblées aux abords du ministère du travail pour protester contre cette décision. Parmi eux, Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, a dénoncé « *une décision particulièrement injuste et lourde de sens pour tout*



salarié qui demain sera appelé à lutter, à résister, à faire grève ou tout simplement à l'ouvrir ».

Quant au leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, il s'en est pris au micro à la ministre du travail, Muriel Pénicaud, qui « *dans cette circonstance est à l'image de la violence de classe qu'elle incarne* », et a dénoncé « *une vision des rapports de classe qui est entièrement basée sur la violence et la répression* ».

Préavis de grève

Un préavis de grève avait été déposé par le syndicat majoritaire SUD-PTT 92 pour la journée de lundi, et sera reconduit mardi. Un rassemblement de soutien avait déjà réuni dans la matinée 50 à 60 manifestants devant la direction départementale de La Poste à Nanterre, selon la police, 150 selon SUD-PTT.

En 2010, l'inspection du travail avait refusé une première fois le licenciement de M. Quirante. Une décision confirmée par le ministre du travail de l'époque, Xavier Bertrand, à la suite d'un premier recours de La Poste, et par le tribunal administratif. Mais en 2013, la cour administrative d'appel de Versailles a annulé ces décisions, renvoyant la procédure au point de départ.

Les représentants du personnel sont des salariés protégés dont le licenciement est soumis à autorisation de l'inspection du travail. L'employeur, s'il est en désaccord avec cette décision, peut ensuite la contester auprès du ministre du travail.

AFP



Les Echos

Les électriciens et les gaziers eux aussi en grève
Publié le 3 Avril 2018

Premier syndicat chez EDF et Engie, la CGT appelle, seule, à un mouvement de grève dans le secteur de l'énergie. A la fois en solidarité avec la SNCF et pour pousser des revendications catégorielles.

Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, avait appelé la semaine dernière dans l'Huma les salariés de chaque secteur à «se mobiliser sur la base de leurs propres revendications » dans le sillage du mouvement des cheminots. Toujours en pointe, la puissante Fédération nationale des mines et de l'énergie (FNME-CGT) a embrayé aussi sec en annonçant « trois mois de lutte pour gagner » des électriciens et gaziers, du 3 avril au 28 juin. «Pour construire la mobilisation et travailler à la convergence des luttes », elle a prévu deux à trois « journées d'action » d'ici le 19 avril, date à laquelle la centrale appelle ses troupes, dans tous les secteurs, à « une journée interprofessionnelle d'action ».

Premier syndicat chez EDF et Engie (49,2 % aux dernières élections), la FNME-CGT aligne ainsi son mouvement sur celui des syndicats de la SNCF. Mais pour l'heure, elle fait cavalier seul : aucune autre organisation syndicale n'a appelé à mobiliser dans l'énergie. Derrière son soutien aux cheminots, la FNME-CGT mène évidemment ses propres combats : elle demande « l'organisation d'un service public de l'électricité et du gaz » à rebours des « projets de privatisation » du gouvernement qui pourraient viser selon elle une partie du capital de RTE, Enedis, GRDF voire EDF. Le syndicat pousse aussi d'autres revendications : les salariés du thermique se battent contre l'arrêt des dernières centrales à charbon, ceux de l'hydraulique veulent « faire barrage à la privatisation des barrages », et ceux de l'atome s'inquiètent des projets de fermeture de centrales nucléaires dans le cadre du débat sur la PPE (Programmation pluriannuelle de l'énergie)...

Des assemblées générales devaient se tenir mardi et mercredi dans les centrales électriques d'EDF et les sites gaziers d'Engie pour décider des modes d'action : arrêts de travail à répétition, manifestations et actions type «Robin des bois »... « Puisque c'est la fin de la trêve hivernale nous allons rétablir l'électricité ou le gaz à des foyers en situation de grande précarité énergétique », explique Laurent Heredia, secrétaire fédéral de la CGT Energie en charge des mobilisations.

Les conséquences de ce mouvement perlé dans le secteur de l'énergie devraient être moins lourdes pour les usagers d'EDF que pour ceux de la SNCF : le syndicat n'a ni le droit ni l'intention de priver les Français d'un bien essentiel. «Mais nous serons dans l'action avec les cheminots, les salariés de Carrefour et tous ceux qui défendent leurs droits et leurs emplois, prévient Laurent Heredia. Nous avons une préoccupation commune : la défense du service public et son renforcement au service de tous. »

Concernant le taux de grévistes, aucun chiffre n'était disponible en milieu de journée chez EDF, mais la CGT parlait « d'une forte mobilisation en Ile-de-France où les salariés ont décidé de se joindre aux AG des cheminots, mais aussi en Rhône-Alpes, PACA, Normandie... ».

Jean-Christophe Féraud



Les Echos

Grèves: "tous ensemble", ou pas...

Publié le 3Avril 2018

La journée de contestation réussie des cheminots a été soutenue par d'autres manifestants, notamment étudiants, mais le mouvement est encore loin d'être unifié. La CGT appelle malgré tout à une journée de mobilisation générale le 19 avril. En face, l'exécutif affirme ne pas croire à un tel scénario.

Calme depuis l'élection d'Emmanuel Macron à la tête de l'Etat, la météo sociale a soudainement viré à l'orage. En tête de proue dans cette mer agitée, les syndicats de la SNCF ont réuni lundi 33,9 % de grévistes, pour la première journée d'un mouvement programmé sur trois mois. Une mobilisation contre la réforme du gouvernement légèrement inférieure à celle du 22 mars (35,4 % de grévistes), mais qui a réussi à paralyser largement l'entreprise ferroviaire.

Dans les cortèges, notamment à Paris ou Montpellier, les cheminots ont aussi bénéficié du renfort de plusieurs milliers d'étudiants. Remontés contre la réforme de l'entrée à l'université (Parcoursup) et le manque de moyens, ils entretiennent un mouvement de basse intensité mais qui dure maintenant depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois dans certaines villes, bloquant partiellement ou totalement certains établissements.

De leur côté, les fédérations de la fonction publique devaient décider, mardi soir, des suites à donner à leur mouvement, après leur journée d'action plutôt réussie du 22 mars (323 000 personnes réunies dans toute la France, selon l'Intérieur). Egalement mobilisés, enfin, à des degrés divers : les gaziers, électriciens, éboueurs, salariés d'Air France et des Ehpad, personnels de la justice ou de l'hôpital, qui luttent, selon les professions, pour de meilleurs salaires ou contre le manque de moyens.

«Fédérez-vous !»

Pour tenter de faire marcher tous ces protestataires dans le même sens, le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a d'ores et déjà appelé à une «journée nationale de mobilisation interprofessionnelle» le jeudi 19 avril. Et ce, «dans la recherche de convergence des luttes». Une expression très marquée «extrême gauche» et plutôt boudée, jusqu'ici, par la centrale de Montreuil. Dans les Bouches-du-Rhône, l'union départementale cégétiste appelle même, dès ce mercredi, à un «grand rassemblement de lutte» devant la gare Saint-Charles, afin d'étendre la contestation. Elle pourra aussi compter, politiquement, sur Jean-Luc Mélenchon. «Compte tenu du nombre des protagonistes engagés et de leur diversité, le mouvement fédérateur peut partir d'eux, du terrain, partout où c'est possible», juge le fondateur de La France insoumise sur son blog, lundi, en exhortant les salariés : «Agissez ! Auto-organisez-vous ! Fédérez-vous !»

Martinez cherche-t-il sa revanche sur la réforme du code du travail de l'automne dernier, après l'humiliation infligée par l'exécutif ? Quitte à rêver d'une «convergence» qui n'a jamais été sa tasse de thé ? Même si la CGT n'a plus grand-chose à perdre, le pari reste néanmoins risqué. La «convergence des luttes [...], cela ne s'improvise pas, a réagi lundi le numéro 1 de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, auprès de l'AFP. Ce n'est pas parce que vous avez plusieurs points de conflit qu'obligatoirement cela coagule.» Même prudence pour Baptiste Giraud, maître de conférence en sciences politiques à l'université Aix-Marseille : «Mai 68 peut inspirer symboliquement des franges de militants, mais ce n'est pas ça qui va faire converger les luttes. A l'époque, le privé, et notamment l'industrie, était fortement syndiqué. Aujourd'hui, le monde du travail n'a plus rien à voir : seuls les secteurs public et parapublic bénéficient d'un fort ancrage syndical. Pour cette raison, la mobilisation générale du monde du travail est hautement



improbable.» En revanche, une forte mobilisation dans un secteur «peut inciter un autre secteur à se mobiliser à son tour», ajoute l'universitaire.

Si «une grande grève générale comme en 68» paraît également «impensable» pour le sociologue et militant Christophe Aguiton, une conjonction entre «un mouvement permanent et des journées d'action régulières» reste possible. Ce serait même le modèle contemporain du mouvement social. Comme en 1995 ou en 2016, avec une grève longue des salariés des transports ou Nuit debout, régulièrement alimenté par de fortes journées d'actions organisées sur un rythme resserré.

«L'immobilisme»

C'est donc davantage une conduite parallèle de luttes qui se soutiennent et s'auto-alimentent qui pourrait advenir, plutôt qu'une réelle convergence sous des doléances communes. D'autant que l'arrivée, dans quelques semaines, des réponses de Parcoursup pourrait frustrer de nombreux lycéens, jusqu'ici peu présents dans la rue. Et que l'amélioration de la conjoncture est toujours plus propice aux revendications salariales que les périodes de crise.

Pas de quoi pour autant faire trembler l'exécutif : «D'un mouvement à l'autre, on ne parle pas du tout de la même chose, juge auprès de Libération la secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Transition écologique, Brune Poirson, qui détient aussi une (discrète) tutelle sur les transports. Les universités n'ont rien à voir avec la SNCF. Qu'est-ce qui pourrait faire office de dénominateur commun ? Rien, sauf le refus du changement, l'immobilisme.» Même avis chez la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, dans le JDD : «Il faudrait [pour que les luttes convergent] qu'il y ait aussi une convergence des problématiques, et ce n'est pas le cas.»

A ce compte, le meilleur apôtre de la convergence est pourtant le gouvernement lui-même. Depuis son installation, l'exécutif n'a cessé de présenter ses réformes, fort diverses, comme un tout cohérent - chaque projet tiré de la même source, soutenu par la même logique, cohérent avec tous les autres. Cet ensemble «indécoupable» ne pourrait-il produire autre chose que des réactions sectorielles, limitées et impopulaires ? «Nous avons une vision unifiée du quoi, du pourquoi et du comment, estime Brune Poirson. On ne peut pas comparer le projet cohérent que nous déroulons et l'opportunisme d'une agrégation de circonstances.»

Luc Peillon et Dominique Albertini





Air France: sept journées de grève annoncées en avril

Publié le 4 Avril 2018

Le trafic aérien risque d'être perturbé les 7, 10, 11, 17, 18, 23 et 24 avril.

En train ou en avion, il va être très compliqué de se déplacer, en avril. Après une rencontre infructueuse avec la direction, dix syndicats d'Air France de tous métiers ont annoncé, mercredi, quatre journées de grève supplémentaires pour les salaires, les 17 et 18 avril puis les 23 et 24 avril.

Dénonçant un «simulacre de négociation», l'intersyndicale qui a déjà mené quatre jours de grève les 22 février, 23 et 30 mars et 3 avril, et en a déjà programmé trois autres les 7, 10 et 11 avril, «reste déterminée à poursuivre le combat jusqu'à obtention d'une augmentation de 6 % des grilles de salaires» pour tous, dit-elle dans un communiqué.

Dans la matinée, la direction d'Air France avait convié les organisations de pilotes (SNPL, Spaf, Alter), d'hôtesse et stewards (SNPNC, Unsa-PNC, CFTC, SNGAF) et de personnels au sol (CGT, FO et SUD), pour tenter de désamorcer le conflit salarial en cours depuis février. La rencontre a duré moins de trois quarts d'heure.

Trois journées de grève simultanées entre la SNCF et Air France

Les syndicats sont partis «au bout de 30 minutes» parce que le DRH d'Air France, Gilles Gateau, a indiqué ne «pas avoir de mandat pour négocier sur la revendication de l'intersyndicale», à savoir 6 % d'augmentation générale, a expliqué à l'AFP Karim Taïbi de FO.

La direction a accordé une augmentation générale de 0,6 % au 1er avril et 0,4 % au 1er octobre, ainsi qu'une enveloppe d'augmentations individuelles (primes, promotions, ancienneté...) de 1,4 % dédiée aux personnels au sol.

Les 18, 23, et 24 avril, la grève SNCF et la grève Air France tomberont le même jour.



Local

LA MONTAGNE

Plan de départs chez Michelin à Clermont Ferrand: une vague plus rapide que prévue

Publié le 4 Avril 2018

L'objectif de 970 départs volontaires en vue de la suppression d'autant de postes de collaborateurs et cadres, sur Clermont-Ferrand, est atteint chez Michelin, qui devra même faire face à une vague de départs plus rapides que ce qui était planifié d'ici 2020. Les deux tiers des volontaires auront quitté l'entreprise dès la fin 2018.

Ce n'est pas un tsunami puisqu'elle reste de l'ampleur annoncée, mais bien une vague inattendue, car en grande partie plus précoce que prévu, à laquelle le groupe Michelin va devoir faire face. Cette vague est constituée des 970 postes de collaborateurs et cadres qui seront supprimés sur Clermont-Ferrand, d'ici fin 2020.

Pour atteindre cet objectif, le groupe avait lancé en juin 2017 un plan de départs volontaires, finalement signé en décembre dernier par trois syndicats, CFE-CGC, Sud et CFDT, sur la base de ces 970 postes. Les volontaires avaient jusqu'à samedi, minuit, pour déposer leur dossier. Mardi, à l'heure des comptes, et alors qu'une commission de suivi était organisée dans l'après-midi avec les organisations signataires, le total des volontaires s'arrêtait à 1.025. Soit 55 de trop, qui n'entreront donc pas dans le plan.

« Les non retenus sont sans doute déçus, mais tous les salariés connaissent la règle au départ. Même parmi ceux éligibles en juillet ou juin, il n'y avait pas de certitude, rappelle Jean-Paul Chiocchetti, directeur du personnel France. Au final, nous avons été un peu surpris par le nombre des carrières longues, qui représentent plus de 60 % des volontaires. Seules les mesures d'âge auront joué alors que nous avions prévu de la mobilité interne volontaire si nous n'atteignons pas l'objectif des 970. »

Des conditions attractives

La barre est donc largement atteinte car les conditions proposées dans le plan étaient attractives, selon le représentant de la direction : « Chez Michelin, les carrières sont plutôt longues et la convention collective du caoutchouc est trois fois plus favorable que celle de la métallurgie ou de la chimie. Ce qui donne entre douze et quinze mois de salaire en indemnités de fin de carrière, totalement défiscalisés et exonérés de charges sociales »



Le plus tôt possible

Des conditions accompagnées d'un dispositif de départ à options dont le résultat, là encore, est plutôt inattendu. Tous les partants passeront, avant de quitter officiellement l'entreprise, par une période de cessation d'activité (rémunérée à 75 %) pouvant représenter la moitié du temps restant avant la date de départ officielle (fixée au moment de la validation du dossier) ou le tiers de ce temps.

« 80 % des salariés ont choisi la cessation d'activité à la moitié du temps restant, souligne Jean-Paul Chiocchetti. Ils souhaitent partir le plus tôt possible car ils craignent d'éventuels changements de règle fiscale du gouvernement... Ces décisions de cessation d'activité font que les deux tiers des 970 départs auront quitté physiquement l'entreprise avant le 31 décembre prochain ».

Une vague de départs à gérer et même à digérer

Une vague de départs à gérer et même à digérer, qui inquiète les syndicats (voir par ailleurs), au moment où le groupe vient de commencer une vaste réorganisation mondiale. De son côté, la direction prend en compte ces bouleversements, assure Jean-Paul Chiocchetti.

« Nous voulons faire en sorte qu'aucun salarié ne pâtisse de cette phase de transition plus rapide que prévu. Pour ce faire, nous envisageons d'anticiper en 2018 une partie des recrutements prévus en 2019 et 2020 (NDLR : le groupe prévoyait de recruter entre 120 et 150 collaborateurs et cadres par an sur ces trois ans), de demander aux chefs de projet de prioriser et probablement différer certains projets de douze à dix-huit mois, et enfin de regarder s'il est possible, sur certains projets, d'accélérer les suppressions de postes sous réserve de garantir la faisabilité. Ce sont trois mesures que doit valider rapidement le comité exécutif du groupe. »

Une validation qui devrait aller de soi mais le chantier reste vaste. Et il faudra une adhésion forte du personnel restant pour que l'ensemble tourne rond.

Du côté des syndicats : « Les gens veulent partir au plus vite »

Même signataires de ce plan de départs volontaires, les syndicats se disent très inquiets pour la suite et dressent d'abord un constat amer.

À l'image de Jean-Christophe Laourde, représentant CFE-CGC : « Les employés qui quittaient l'entreprise les larmes aux yeux, c'est fini. Maintenant, ils grattent à la porte pour s'en aller et ce sont les plus anciens. C'est triste, mais cela ne semble pas interpeller la direction. »

« Les gens veulent partir au plus vite. Ça nous inquiète énormément. On a l'impression que ce plan de départs a été très mal préparé », appuie Laurent Bador, de la CFDT, qui regrette « la communication à l'ancienne qui a laissé des gens dans une vaine attente de départs ».

Délocalisation d'un service complet en Roumanie

« Pour ceux qui voulaient s'en aller et ne pourront pas, comme pour tous ceux qui restent, il va falloir gérer les risques psychosociaux, poursuit Jean-Christophe Laourde. Car même après le départ de ces 970, au-delà de 2020, il n'y a aucune volonté de l'entreprise de remplacer les partants. La volonté est claire de continuer à baisser les effectifs ».



Une baisse que regrette aussi Jérôme Lorton, pour Sud : « Le plan a connu un succès car il était avantageux financièrement. Nous serons vigilants sur les conditions de travail des restants. Il est trop tôt pour le dire. Nous avons saisi l'inspection du travail pour que les agents de production bénéficient des mêmes conditions de départs, notamment ceux qui, dans leur carrière, auraient dû changer de catégorie et pouvoir être éligibles. Pour nous, il y a discrimination. »

Pour la CGT, qui n'a pas signé l'accord, les 970 suppressions de postes de ce plan ne sont qu'un début. « La nouvelle organisation du groupe va toucher tous les secteurs, estime Jean-Michel Gilles. Nous allons bientôt arriver à 9.500 personnes à Clermont et très vite à 8.000 après 2020... »

Et de pointer, avec son collègue représentant de la CFE-CGC, la délocalisation en 2019, annoncée lors d'un récent comité d'entreprise, d'un service de gestion commerciale export. « Ce sera toujours chez Michelin mais en Roumanie, déplore Jean-Christophe Laourde. Cela représente 65 postes ». « Et même une centaine si l'on ajoute les CDD », complète Jean-Michel Gilles.

Patrice Campo



LA MONTAGNE

Nouvelle mobilisation à l'EHPAD de Thiers: "Il faudrait faire comme la SNCF, mais on a n'a pas de train"

Publié le 3 Avril 2018

Le syndicat CGT appelait à une mobilisation nationale, ce mardi, dans les hôpitaux. Au centre hospitalier de Thiers, c'est essentiellement à l'Ehpad l'Aquarelle que le personnel a manifesté son mécontentement, vers 13 heures.

A l'heure où les transports français sont bloqués par la grève, il y a des revendications qui font moins de bruit, faute de moyens de pression. A l'Aquarelle, le personnel fait grève en théorie, mais travaille. "On ne peut pas faire grève quand on est en service minimum. On fait avec, et à force de faire avec, rien ne bouge. Il faudrait qu'on puisse faire comme la SNCF, mais on n'a pas de train". Tout en plaisantant, cette infirmière de l'Ehpad de Thiers déplore une situation qui ne s'arrange pas depuis le début du mouvement dans les Ehpad en France. "Il y a eu onze arrêts maladie à l'Aquarelle le mois dernier. Si notre ministre de tutelle fait beaucoup de phrases, rien n'a changé. Il faut qu'ils nous débloquent du matériel, mais aussi des humains."

En effet, le motif de cette mobilisation aujourd'hui, "c'est toujours pareil, souffle Maryline Barraud, déléguée syndicale CGT. Manque de personnel, manque de moyens." "Les restrictions budgétaires empêchent de travailler dans de bonnes conditions", ajoute Alain Brérard, secrétaire adjoint CGT.

Alice Chevrier



LA MONTAGNE

Les salariés de Carrefour en grève à Riom: "Il n'y a rien de bon dans ce plan"

Publié le 31 Mars 2018

Dans le Puy-de-Dôme, les salariés de Carrefour Riom Sud et de Carrefour Contact sont en grève ce samedi. Ils protestent contre "la casse qu'engendre" le plan Bompard.

"Bompard si tu savais, ton plan où on se le met..." Le message est clair : les salariés de Carrefour Riom Sud ne veulent pas du plan de leur PDG et ceux du Carrefour Contact, avenue de Clermont encore moins. Devant le rideau baissé de l'ancien Dia, les salariés discutent avec les clients qui viennent les voir. Ce samedi, le magasin a ouvert à 12 heures pour ne pas pénaliser les CDD, mais les six permanents en sont peïnés : "Nous, on doit disparaître au 13 juillet. On le sait de manière officieuse, sauf s'il y a un repreneur d'ici là...", lance une employée.

Leurs collègues de Riom Sud ont décidé de laisser rentrer les clients, mais beaucoup font demi-tour avec leur caddie vide en signe de soutien. D'après les syndicats seulement une dizaine de salariés ont pris leurs postes sur 180 employés, ce matin.

Participation et location gérance

La participation a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : "On va avoir 57 euros bruts contre 650 l'an dernier. Les profits, eux, sont toujours là. Ils ont donné 350 millions pour les actionnaires et seulement 7 millions pour les 116.000 salariés", peste Jean-Marc Petit délégué FO. Valérie Gannat est conseillère de vente est mère célibataire avec deux enfants. Pour elle, les 600 euros de différence sont un manque important.

Pour le magasin : "La baisse du résultat du groupe en 2017 a entraîné une diminution significative du montant versé au titre de l'accord de participation (ce montant est défini par la loi). Consciente de l'impact de cette baisse sur le pouvoir d'achat des salariés, la Direction a proposé aux organisations syndicales de relever ce montant de 57 à 407€, au travers du versement d'un supplément d'intéressement forfaitaire de 350€".

A plus long terme, c'est la location de gérance qui inquiète. "On a des accords de groupe. Si on est racheté, on perd tous ces avantages. C'est l'équivalent de 20 % de nos salaires soit près de deux mois de travail. On souhaite qu'il y ait une base commune en cas de rachat. Sinon, on nous demandera le même travail tout en étant payé moins, s'agace Fabrice Lardeau, délégué syndical. Nous allons perdre trois postes de comptabilité car elle sera centralisée à Paris. Mais ils l'ont déjà fait pour les payes et la RH et ça ne marche pas. Les stations essences vont passer en 24/24. Le projet Fnac Darty fera disparaître les rayons librairie papeterie. Il n'y a rien de bon dans ce plan."



L'établissement de Riom Sud tempère : "Un projet de passage en franchise courant 2018 concerne 5 hypermarchés (Montluçon, Château-Thierry, Flers, Saint-Lô et Cahors). Ce projet était déjà lancé avant l'arrivée d'Alexandre Bompard. Le nombre de magasins destinés à passer en location-gérance resterait très limité (à l'échelle du parc d'hypermarchés Carrefour). L'ensemble des collaborateurs resteraient salariés desdits magasins. Aujourd'hui, sur un parc de 231 hypermarchés, 19 magasins sont déjà en franchise, dont 2 en location-gérance. Il n'y a pas d'autres projets à date".

Les syndicats n'excluent d'autres actions, le but étant "en touchant au porte-monnaie d'obliger la direction à négocier".

Marie Collinet



La Commission Presse vous remercie

LAVAUX Cécile (Présidente)

COMPAROT Laura (Vice-Présidente)

BOUQUARD Paul

GAYOU Sophie

HADDAD Sonia

MATTOT Florence

PAIE Vaïana

Retrouvez-nous sur horizonsocial.fr

